

[Text]

What made us leaders on these issues? I think there are two main factors. First of all we had excellent science. While we could not out-finance other countries, we could and did out-technical them. We brought to the table the best scientific understanding based on sound environmental measurements and research, and practical solutions for addressing the issues.

Why was the Montreal Protocol to protect the ozone layer the Montreal Protocol? It is simply because of Canada's leadership in the research, the operation of the World Ozone Data Centre for WMO, and our practical approach to the problem. Secondly, we had wise and defensible policies at home to address the issues. We have a 50% acid emission reduction plan. We had the ban on CFCs in spray cans, and for the Great Lakes we had control of phosphates and detergents before most other jurisdictions.

On the issue of global warming and the protection of the global atmosphere how does Canada stand? First of all, I think we have started off very strongly, especially with the Toronto conference of June 1988 and the follow-up international meeting of legal and other experts on the climate change convention held here in Ottawa in February of 1989.

On the scientific side we are in a respectable but, I would think, underfunded position, with some excellent work going on, but generally inadequate support and inadequate contributions internationally. But we are not in too bad shape.

On the second requirement, having wise and defensible policies at home, my impression is that we are in serious disarray. The trends are ominous. First of all, we have no target or commitment to CO<sub>2</sub> emission reductions; secondly, we seem to be pursuing policies leading to ever-increasing wasteful burning of hydrocarbons, with our industry becoming less and less energy efficient and competitive. We are followers and not leaders on auto emission controls; we appear to have turned our backs on supporting promising technologies for alternative renewable energy sources, and in doing these things are essentially ignoring our responsibility to protect the planet's atmosphere and planet for ourselves and future generations.

[Translation]

nous avons apporté une contribution technique importante à l'Accord sur la qualité des eaux des Grands Lacs.

Comment se fait-il que nous nous soyons retrouvés à l'avant-garde dans tous ces cas? À mon avis, cela tient à deux facteurs principaux. Pour commencer, nous avons une base scientifique excellente. Nous ne pouvions pas espérer battre d'autres pays sur le plan financier, mais sur le plan technique, c'était une possibilité et c'est ce que nous avons fait. Nous nous sommes approchés de la table des négociations avec des connaissances scientifiques approfondies fondées sur des connaissances et des recherches solides dans le domaine de l'environnement. Nous apportions également des solutions pratiques à beaucoup de problèmes.

Pourquoi le Protocole de Montréal destiné à protéger la couche d'ozone a-t-il été signé à Montréal? C'est à cause des initiatives canadiennes en matière de recherche, de l'existence du Centre mondial des données sur l'ozone, qui relève de l'OMM, et également à cause de l'approche pratique que nous avons adoptée face à ce problème. Deuxièmement, nous avons déjà mis en place chez nous des politiques sages et justifiées pour régler ce genre de problème. Nous avons déjà un plan de réduction des émissions acides de 50 p. 100. Nous avons déjà interdit les CFC dans les aérosols et, dans le cas des Grands Lacs, nous avons entrepris une campagne de contrôle des phosphates et des détergents bien avant la plupart des autres pays.

Quant au réchauffement de la planète et à la protection de l'atmosphère de la planète, quelle est la position du Canada? Pour commencer, je crois que dès le départ nous nous sommes placés dans une position forte, surtout à l'occasion de la conférence de Toronto en juin 1988 et à l'occasion de la réunion internationale des experts juridiques et autres, qui a suivi à Ottawa, en février 1989; pendant cette convention, les experts se sont penchés sur les changements climatiques.

Quant aux aspects scientifiques, notre position me semble respectable, bien que nous manquions de fonds. Nous faisons du très bon travail, mais, d'une façon générale, nous manquons de soutien et, sur la scène internationale, les contributions sont insuffisantes. Cela dit, nous ne nous débrouillons pas trop mal.

Quant au second aspect, la nécessité d'adopter des politiques nationales sages et justifiées, j'ai l'impression qu'il règne dans ce domaine un désordre grave. Les tendances sont menaçantes. Pour commencer, nous n'avons ni objectif ni engagement en ce qui concerne la réduction des émissions de CO<sub>2</sub>. Deuxièmement, le plus souvent nos politiques sont encore orientées sur la combustion effrénée d'hydrocarbures, et notre secteur industriel est de moins en moins efficient du point de vue énergétique et de moins en moins concurrentiel. Pour ce qui est du contrôle des émissions de véhicules automobiles, nous sommes à la traîne et non pas à l'avant-garde. Nous semblons avoir oublié totalement les technologies relatives à de nouvelles sources d'énergie